



N°86 – OCTOBRE 2022

VARIATION VALEUR DES APPELS D'OFFRES MARCHÉS PUBLICS CANALISATIONS T3 2022 VS T3 2021	CARNETS DE COMMANDES  Au T2 2022	VARIATION DE CHIFFRES D'AFFAIRES T2 2022 vs T2 2021	INDEX TP Aout 2022				
			TP 10A	TP 10B	TP 10C	TP 10D	TP 11
- 3 %	4,6 mois	+7,3 %	125,0 ▼	122,3 ▼	137,5 ▼	123,3 ▲	128,9 ▲
Source : Vecteur plus	Source : Enquête trimestrielle Les Canalisateurs Variation par rapport au même trimestre N-1	Source : Enquête trimestrielle Les Canalisateurs <b>En VALEUR</b>	Source : INSEE, base 100 en 2010 Variations par rapport au mois précédent				

## Budgets primitifs eau et assainissement d'EPCI : stagnation par rapport à 2021

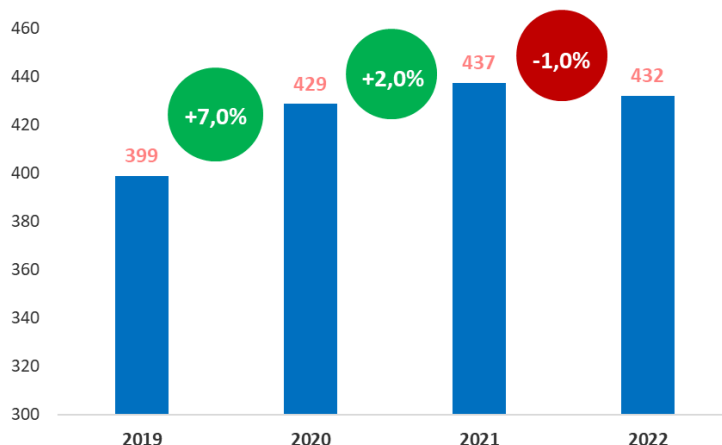
L'analyse des budgets primitifs 2022 d'un groupe de 28 établissements à fiscalité propre (communautés urbaines et communautés d'agglomération exclusivement) nous montre que :

- Les dépenses totales en eau et en assainissement de ces EPCI s'élèvent à près de 600 M€ ;
- Les dépenses « TP » (dépenses classées en travaux, entretien et subventions) (*graphique ci-contre*) représentent les  $\frac{3}{4}$  de ce montant (432 M€) et affichent une légère baisse de 1% par rapport à 2022
- 91% de ces dernières sont inscrites en budget annexe.

### Dépenses « TP » en eau et assainissement d'EPCI

Source : FNTP via SFL Le Forum

Unités : % et M€



NB : Ce groupe d'EPCI ne représente ni la totalité des EPCI françaises ni un échantillon représentatif de celles-ci. Cependant, représentant 5,7 millions d'habitants, il constitue un échantillon qui reste intéressant à analyser.

## Rapport BTP Banque : la rentabilité en baisse en 2020 pour les TP

Chaque année, BTP Banque dresse un état des lieux d'indicateurs financiers dans le secteur du BTP. La dernière édition (avril 2022) porte sur l'année 2020.

Concernant les travaux publics, les principaux fait à noter sont les suivants :

- La valeur ajoutée se porte à 39,2% du chiffre d'affaires ;
- **La rentabilité (résultat net / CA) affiche une baisse par rapport à 2018 et se porte à 3,4% ;**
- La trésorerie moyenne est de 57,4 jours de chiffre d'affaires.

[Lire l'étude](#)

## Conseils régionaux : point sur les actions en faveur de la transition écologique

L'association « Régions de France » publie la 2<sup>e</sup> édition de l'enquête sur les actions des Régions en faveur de la transition écologique, dont l'eau fait partie. Les données portent sur l'année 2020.

Dans ce domaine, on y apprend que :

- Les politiques de l'eau représente 27% du budget total en faveur de la transition écologique ;
- 132 M€ sont consacrés aux politiques de l'eau et du littoral, auxquels il faut ajouter 184 M€ pour les infrastructures de ports et voies d'eau ;
- 72 M€ supplémentaires ont été investis dans les infrastructures de l'eau, entre 2019 et 2020 ;
- La lutte contre les inondations représente un des plus gros postes de dépenses (environ 29 M€) ;
- Quatre régions (Bretagne, Grand Est, Pays de la Loire, PACA) ont pris la compétence d'animation et de concertation dans le domaine de la gestion de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques, cette compétence représente environ 13,2 M€ de dépenses.

[Lire l'étude](#) (voir en particulier page 7)

## Activité des entreprises de l'Union des Industries de l'Eau : 3,7 Mds d'€ en 2021

Comme chaque année, L'UIE a fait réaliser, une enquête économique sur ses adhérents. Il permet de disposer d'un aperçu annuel de l'activité « eau » de manière globale mais aussi par métier.

On retiendra en particulier :

- Que l'activité représente un total de 3,7 Mds € en France ;
- 36% de cette activité est faite dans la distribution et le transport de l'eau et de l'assainissement ;
- L'activité totale est en hausse de 3% par rapport en 2020, à nombre d'adhérents égal.

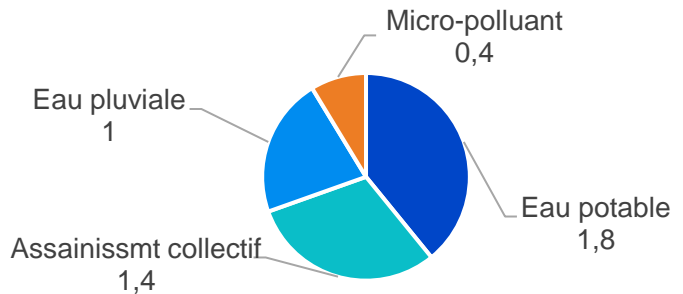
## Etude de l'UIE : le patrimoine de l'eau souffre d'un déficit annuel d'investissement de 4,6 Mds d'€ par an

L'Union des Industriels de l'Eau (UIE) publie une étude sur le patrimoine de l'eau en France.

Elle montre que celui-ci souffre d'un **déficit d'investissement de 4,6 Mds € par an**, réparti comme ci-dessous :

Déficit d'investissement annuel  
dans les infrastructures de l'eau en France

Source : UIE – Unité : M€



Par ailleurs, l'étude tente une approche du coût financier de la sécurité hydrique pour arriver à une estimation de 4,2 Mds € des coûts annuels liés à la préservation des milieux aquatiques pour les usagers des services d'eau et d'assainissement.

[Voir l'étude complète ou sa synthèse](#)

[Lire la synthèse des résultats](#) (2 pages)